

# Les frontières à l'ouest des Balkans durant l'entre-deux-guerres.

## Communautés ethniques et politique intérieure.

Après la fin de la Première Guerre mondiale, le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes fut fondé et constitua la première union des peuples slaves du sud de l'histoire ; ce dernier prendra plus tard le nom plus connu de Yougoslavie (Slavie du Sud ou « Pays des Slaves du sud ») et existera, sous bien des formes, jusqu'au début du 21<sup>e</sup> siècle.

Suite au décès du roi Pierre Ier en 1921, son fils alors prince régent monta sur le trône sous le nom d'Alexandre Ier.

Mais avant 1918, ces nations établies sur un vaste territoire caractérisé par une grande diversité ont traversé des contextes historiques divers. Outre leur ethnicité, les communautés nationales prédominantes et aux populations les plus importantes, à savoir les Serbes et les Croates, ainsi que les groupes relativement moins nombreux composés par les Slovènes, les musulmans bosniaques, les Monténégrins et les Macédoniens partageaient en grande partie une langue commune (le serbo-croate), à l'exception des Slovènes et des Macédoniens, qui possédaient leur propre langue. Les trois principales nationalités de la monarchie ont été incluses dans la dénomination de l'État. Quant aux Monténégrins et aux Macédoniens, ils étaient à l'époque considérés comme faisant partie du groupe ethnique serbe (ce n'est qu'après 1945 qu'ils



↑ Les nouvelles préfectures en 1929.

ont obtenu un statut égalitaire et leur souveraineté) ; il existait également une population musulmane de Bosnie-Herzégovine. L'hétérogénéité ethnique était associée au multiconfessionnalisme. Le pays comptait trois principales religions : les chrétiens orthodoxes (Serbes, Monténégrins et Macédoniens), les catholiques romains (Croates, Slovènes) et les musulmans (Bosniaques). Deux systèmes d'écriture étaient utilisés : le latin et le cyrillique.

La division des peuples des Balkans selon des délimitations strictement nationales était impossible, car leurs frontières étaient trop hétérogènes. Les régions où la mixité ethnique était la plus importante étaient la Croatie

Dans le Traces de Mémoire n° 27 de mars 2018 nous écrivions en page 13 : « Après la dissolution de l'Autriche-Hongrie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est proclamé à Zagreb (Croatie) à la fin du mois d'octobre ». Il s'agit ici d'une erreur. L'État des Slovènes, Croates et Serbes exista du 29 octobre au 1<sup>er</sup> décembre 1918. Il s'unit en décembre 1918 au Royaume de Serbie afin de constituer le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

(Croates et Serbes), la Voïvodine (partie de la Serbie : Serbes, Croates et minorités étrangères) et la Bosnie-Herzégovine (musulmans, ainsi que des Serbes et des Croates). Les différences culturelles et politiques se sont traduites par des crises politiques constantes et des tensions nationales croissantes, tout particulièrement entre les Serbes et les Croates, qui perturbaient fortement la politique intérieure.

Face à la gravité de la crise politique, le roi dissout le parlement en 1929, établit une dictature personnelle et modifie le nom du royaume en Yougoslavie. À partir de ce moment, les peuples slaves furent regroupés en une seule et même nation : les Yougoslaves. Le

L'assassinat du roi Alexander de Yougoslavie  
à Marseille [1934].



© DR

régime royal interdit les partis politiques et persécuta les extrémistes anti-yougoslaves : les Oustachis (Ustaše) croates et les séparatistes macédoniens (l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, abrégée en français ORIM) et les communistes. Le roi mit un terme à la dictature en 1931. Les dissensions avec les extrémistes croates et macédoniens atteignirent leur point d'orgue lorsqu'ils assassinèrent le roi à Marseille, avec la complicité de l'Italie et de la Hongrie, au cours de sa visite d'État en France (1934). Le fils cadet d'Alexandre, Pierre II, lui succéda sur le trône, sous la régence du cousin de feu le roi, le Prince Paul.

### Frontières externes et politique internationale.

Le nouvel État était entouré de voisins hostiles : l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. Ces pays, mécontents des acquisitions territoriales de la Yougoslavie lors de la Conférence de paix de Paris, souhaitaient obtenir des révisions du traité et récupérer d'anciens territoires.

Pour assurer sa protection, la Yougoslavie axa sa politique étrangère sur la participation à des alliances régionales et s'appuya sur la France : cette stratégie donna naissance à la « Petite Entente » (à laquelle participèrent égale-

ment la Tchécoslovaquie et la Roumanie) et au « Pacte des Balkans » (avec la Grèce, la Roumanie et la Turquie). La « Petite Entente » (1921-38) avait pour objectif de servir de garde-fou contre le revanchisme hongrois et de prévenir une restauration du régime des Habsbourg. Elle bénéficiait d'un vif soutien de la France. Compte tenu de son influence, la « Petite Entente » était considérée comme la cinquième puissance d'Europe. Le « Pacte des Balkans » (1934-38) fut signé afin de résister à l'impérialisme italien et au revanchisme bulgare. Les deux alliances furent déstabilisées par la montée du nazisme et du fascisme. Par ailleurs, les liens avec le voisin oriental de la Yougoslavie, le Royaume de Roumanie, furent renforcés par le mariage entre le roi Alexandre et la princesse roumaine Maria en 1922.

C'est avec le Royaume d'Italie que la Yougoslavie rencontra les litiges frontaliers les plus houleux : lors du Traité de Rapallo (1920), l'Italie avait déjà acquis des territoires sur lesquels habitaient des populations slaves dans le nord de l'Adriatique, mais les Italiens cherchaient à s'approprier des territoires encore plus vastes dans la région côtière yougoslave de la Dalmatie. La ville dalmate de Rijeka, qui portait auparavant le nom d'État libre de Fiume, a ensuite été annexée par l'Italie, à l'occasion des traités de Rome

(1924) et de Nettuno (1925), signés entre les deux royaumes. Par ailleurs, les Italiens ont été autorisés à immigrer librement en Dalmatie. En outre, Mussolini continuait à encercler la Yougoslavie en nouant des liens encore plus étroits avec l'Albanie et la Hongrie et en soutenant les Oustachis.

### Divisions administratives.

Au cours de son existence, l'État a connu plusieurs divisions successives :

- 1918-1922 : l'État conservait les subdivisions administratives d'avant-guerre des États prédécesseurs : l'Autriche-Hongrie et les anciens royaumes de Serbie et du Monténégro.
- 1922-1929 : le royaume était réparti en 33 nouveaux départements administratifs (oblasts), en vertu de principes ethniques et historiques.
- 1929-1941 : lorsque le pays fut officiellement rebaptisé « Yougoslavie » par la dictature royale, ce changement de nom fut accompagné par l'entrée en vigueur d'une nouvelle organisation territoriale et administrative qui remplaça les départements historiques par 9 préfectures (banovine), tandis que la capitale Belgrade constituait une entité administrative distincte. Leurs frontières furent tracées dans le but de fragmenter et de réduire l'importance

© DR



La banovina de Croatie, créée en 1939.



© DR



Le prince régent Paul de Yougoslavie.



Le roi Alexander I et la reine Marie de Yougoslavie.



© DR

des anciennes régions historiques. Les préfectures furent quant à elles rebaptisées d'après les noms de fleuves et rivières locaux (à l'exception de celle du Littoral), conformément à l'idéologie du Yougoslavisme intégral. Les nouvelles entités étaient beaucoup plus vastes et solides sur le plan économique par rapport aux anciens oblasts.

- 1939-1941 : afin de régler la « Question croate » (exigences d'autonomie), la Banovina de Croatie fut constituée en 1939 en fusionnant deux préfectures anciennes entières avec des fragments de plusieurs autres ; elle contenait environ 30 % du territoire et de la population de Yougoslavie.

## À la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Au cours de la seconde moitié des années 1930, la Yougoslavie fut contrainte d'adopter de nouvelles options diplomatiques et réorienta progressivement sa poli-

tique étrangère vers une coopération avec l'Italie et l'Allemagne. Alors qu'elle s'appuyait auparavant sur le soutien exclusif de la France, elle devint alors entièrement dépendante de l'Allemagne au plan politique et économique.

La Yougoslavie fut progressivement encerclée par les puissances de l'Axe et ses forces armées n'étaient pas préparées à résister à la Wehrmacht. Dans des conditions exceptionnelles et secrètes, un statut unique et privilégié fut proposé à la Yougoslavie. L'Axe respecterait sa souveraineté et son intégrité territoriale, ne solliciterait pas l'autorisation de transporter des troupes au sein du territoire Yougoslave et ne demanderait pas non plus d'assistance militaire. En outre, un accès libre à la mer Égée fut promis. En revanche, tout refus de rejoindre le pacte tripartite serait considéré comme intolérable. Sans unité nationale et assistance internationale, ni puissance économique et militaire, le gouvernement royal n'avait plus

d'autre choix. Souhaitant protéger le pays de la guerre à venir et après avoir longuement hésité, le Prince Paul accepta que la Yougoslavie rejoigne le pacte tripartite le 25 mars 1941.

Deux jours plus tard, les clauses secrètes du Pacte n'ayant pas été divulguées, un coup d'État militaire serbe pro-occidental renversa le régime pour sa « trahison » sans effusion de sang, força le prince régent à partir en exil et proclama que le jeune roi Pierre était en âge de régner. Le nouveau gouvernement se prononça pour une politique de neutralité, mais Hitler changea néanmoins d'avis. Au cours de la brève guerre des Quatre Jours, incapable d'opposer une véritable résistance aux forces de l'Axe, la Yougoslavie fut promptement envahie, vaincue et ses territoires furent répartis entre les vainqueurs.



**Milan Kovačević**

Historien, Université de Belgrade  
Traduit de l'anglais par Elan Languages

# Le Gouvernement général

## La « Quatrième » partition de la Pologne.

*Dans la rubrique « Réflexion » du numéro précédent (n° 27), nous avons étudié le préambule de l'histoire mouvementée qui a mené la Pologne jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Nous poursuivons aujourd'hui notre voyage dans le temps en nous penchant sur l'histoire (des frontières) de la Pologne sous le joug nazi. La rubrique « Réflexion », qui se rapporte aussi au thème annuel et peut donc être traitée avec la rubrique « Interrogation », partira du contexte (historico-) géographique pour aborder des questions morales. Bien qu'une base théorique s'impose pour connaître le sujet, elle sera amplement illustrée, principalement par des cartes et un système à points.*

### La conquête de la Pologne.

- 23 août 1939 : L'Allemagne nazie réalise l'impensable : Hitler conclut un pacte de non-agression avec l'URSS, prévoyant que Staline récupère le territoire de la Pologne russe d'avant-guerre.
- 31 août 1939 : L'Opération Himmler est lancée. Elle consiste pour les nazis à simuler une attaque contre l'émetteur radio allemand de Gleiwitz par l'armée polonaise, donnant ainsi à Hitler un prétexte « légitimant » l'invasion de la Pologne.
- 1er septembre 1939 : L'Allemagne nazie envahit la Pologne, une opération qualifiée de guerre défensive.
- 3 septembre 1939 : L'Angleterre et la France déclarent la guerre à Hitler, mais n'entreprennent aucune action militaire.
- 17 septembre 1939 : L'URSS attaque la Pologne « pour protéger les Biélorusses et les Ukrainiens des Allemands et des Polonais ». Le gouvernement polonais part en exil.
- 27 septembre 1939 : Varsovie capitule.



© Alle rechten voorbehouden

- 26 octobre 1939 : Le Gouvernement général entre officiellement en fonction. Le juriste nazi Hans Frank devient gouverneur général. Krakau, le nom germanisé de Kraków (Cracovie), en est la capitale.

Jusqu'à l'attaque de l'URSS, le Gouvernement général compte 4 districts : Varsovie, Radom, Cracovie et Lublin.



La Pologne n'existe plus et est une fois de plus partagée (ladite « Quatrième partition »). L'ouest est annexé par l'Allemagne nazie. L'est est englouti par l'URSS.

- 6 octobre 1939 : Reddition de l'armée polonaise. La Pologne est de nouveau occupée...

### Le Gouvernement général, un État tampon nazi.

- 12 octobre 1939 : Le centre de la Pologne est absorbé dans le nouveau *Generalgouvernement für die besetzten polnischen Gebiete* (le Gouvernement général des territoires polonais occupés) créé par les nazis.



© Alle rechten voorbehouden

Avec la conquête de la Pologne, l'Allemagne nazie occupe un pays très hétérogène et comptant une des plus importantes communautés juives.

Le Gouvernement général règne sur une population d'environ 12 millions de sujets. De nombreux Polonais expulsés des territoires annexés par les nazis seront transférés dans le nouvel État tampon créé.

Sur le plan démographique, une hiérarchie raciste sera introduite :

- Les *Reichsdeutsche* (les Allemands originaires de l'Allemagne nazie)
- Les *Volksdeutsche* (les Allemands ethniques)
- Les Slaves (appelés les *Untermenschen*, entre autres les Polonais)
- Les Tsiganes (Roms et Sinti)
- Les Juifs (qualifiés par Hitler de *Gegenrasse* ou antirace)



© DR

L'intelligentsia et le clergé polonais sont persécutés.

Les nazis antisémites ont conquis et occupent le pays comptant le plus de Juifs.

- 31 juillet 1940 : Changement de nom, qui devient *Generalgouvernement*. L'État tampon nazi n'a plus rien à voir avec la Pologne.
- 22 juin 1941 : L'Allemagne nazie attaque l'URSS, le territoire s'agrandit.
- Été 1944 : L'armée soviétique envahit l'est du Gouvernement général. Majdanek est le premier camp libéré.
- 18 janvier 1945 : Hans Frank s'enfuit en Allemagne. Le Gouvernement général cesse d'exister.



Dès l'été 1941, la Galicie forme le cinquième district du Gouvernement général.

Quelque 5,8 millions de Polonais trouveront la mort, soit environ 16 % de la population de 1939. On compte parmi eux plus de 3 millions de Juifs assassinés par des nazis antisémites au cours du ju-déicide.

**Johan Puttemans**

Coordinateur pédagogique  
Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Traduit du néerlandais  
par Ludovic Pierard

Questions éthiques :

Quelle peut être la différence entre des Juifs polonais et des Polonais juifs ?

La religion est-elle un facteur à utiliser pour organiser la division géographique d'un pays ?

Un gouvernement as-t-il le droit de connaître la religion pratiquée par chacun de ses citoyens ?

Nom et prénom

Classe / Cours

La fiche pédagogique de ce numéro, comme dans le numéro précédent, peut être traitée en complément de la rubrique 'réflexion'.

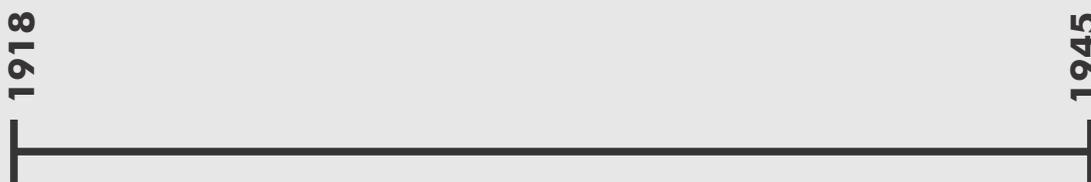
**Public cible** : 3<sup>e</sup> degré

**Cours**: histoire / géographie, sciences humaines

**Heures de cours nécessaires** : deux heures minimum

Conformément à l'article traitant des Balkans, l'étude de l'histoire de l'Allemagne (ou mieux : l'histoire allemande) peut s'avérer très intéressante et éclairante d'une perspective historique et géographique.

Indique les événements majeurs sur la ligne de temps ci-dessous.



Fais une recherche sur les personnages suivants : Karl Liebknecht, Friedrich Ebert, Franz von Papen, Paul von Hindenburg et Adolf Hitler.

Cherche des cartes de la république de Weimar et de l'expansion maximale de l'Allemagne en 1943 (Le Troisième Reich sous Adolf Hitler).

Remarques de l'enseignant/e

**TRACES DE MÉMOIRE**

est une publication trimestrielle de  
l'ASBL Mémoire d'Auschwitz



[www.auschwitz.be](http://www.auschwitz.be)